

LA GOUTTE D'OR

en fête

COMPTE-RENDU
DU DEBAT PUBLIC :

**"A LA GOUTTE D'OR,
UNE ECOLE
DE LA REUSSITE ?"**

MARDI 26 JUIN 1990
SALLE SAINT-BRUNO
Paris 18ème

Associations organisatrices :

Accueil & Promotion, Accueil-Goutte d'Or (Secours Catholique), ADCLJC, ADOS, AIDDA, APSGO, Arbre Bleu, ASFI, ASSFAM, ATMF (Centre Doc), Citoyenneté 18è, EGO, Enfants de la Goutte d'Or, Habiter au Quotidien et Paris-Goutte d'Or.

SALLE SAINT BRUNO

ASSOCIATION (Loi de 1901)

9, rue Saint-Bruno - 75018 PARIS

Tél. 01 53 09 99 22 - Fax 01 42 52 22 01

TABLE DES MATIERES :

Adresses des Associations organisatrices de "La Goutte d'Or en Fête"... p. 2

• 1ère PARTIE :

LA ZEP GOUTTE D'OR ET LES MOYENS EXISTANTS... p. 3

I - INTERVENTIONS INITIALES... p. 3

II - DEBAT AVEC LA SALLE... p. 9

• 2ème PARTIE :

LE TRAVAIL DES ASSOCIATIONS DE LA COORDINATION PERISCOLAIRE... p. 12

I - INTERVENTION INITIALE... p. 12

II - DEBAT AVEC LA SALLE... p. 13

PRECISIONS

• Les hasards du calendrier ont fait qu'au même moment où avait lieu ce débat, l'Inspectrice Départementale de l'Education Nationale en charge de la Goutte d'Or fêtait son départ à la retraite. Ce qui explique son absence, ainsi que celle de nombreux chefs d'établissements.

• A notre grand regret, les élus invités de la majorité municipale parisienne ne furent pas présents. Cela n'a pas permis de donner au débat toute sa richesse (notamment en ce qui concerne tous les problèmes de locaux qui dépendent de la Ville). Nous espérons cependant que les problèmes posés ici pourront être repris lors de la prochaine Commission Plénière DSQ de la Goutte d'Or.

D'ailleurs, Monsieur Hervé MECHERI, adjoint au Maire de Paris chargé de toutes les questions relatives à la Jeunesse nous a fait parvenir un courrier dont voici l'essentiel:

"Je n'ai pu participer aux débats organisés par les associations de la Goutte d'Or intitulés "A la Goutte d'Or: une école de la réussite?" et je le regrette vivement. (...)

Je souhaiterais que vous puissiez informer les associations de la Goutte d'Or des raisons de mon absence () et les assurer de l'intérêt que je porte à leurs travaux. J'ai d'ailleurs demandé à mon collaborateur, M. VACHERON, d'être parmi vous afin de me faire un compte-rendu très détaillé du contenu de votre réunion.*

Soyez assuré que je suis à votre disposition pour envisager tous les projets permettant d'aider les jeunes en difficulté de votre arrondissement et plus particulièrement le secteur de la Goutte d'Or".

(*) Monsieur MECHERI devait représenter à la même heure la Ville de Paris à la remise des prix du Festival International du Film de la Jeunesse (organisé par la Mairie de Paris, Antenne 2, la GMF et la FNAC).

PRECISIONS (bis)

Les différents intervenants utilisent les expressions suivantes qui sont synonymes: "îlot sensible", DSQ, Développement Social des Quartiers. En effet, depuis 1984, le quartier de la Goutte d'Or est inscrit sur la liste des îlots sensibles (ancienne terminologie) et le contrat Ville-Etat vient d'être renouvelé.

Cette politique de Développement Social des Quartiers (DSQ, nouvelle terminologie) est coordonnée par le Délégué Interministériel à la Ville, Monsieur Yves DAUGE. Pour la Goutte d'Or, le Président de la Commission locale DSQ est Monsieur Alain JUPPE, adjoint au Maire de Paris.

**ADRESSES DES ASSOCIATIONS ORGANISATRICES DE
"LA GOUTTE D'OR EN FETE"**

- **Accueil-Goutte d'Or * (Sec. Catholique) - 10 rue des Gardes - 75018 PARIS**
- **Accueil & Promotion * - 28 rue de Laghouat - 75018 PARIS**
- **ADCLJC * (Club de Prévention) - 5/7 rue Ordener - 75018 PARIS**
- **ADOS * - 25 rue Stéphenson - 75018 PARIS**
- **AIDDA * - 28 rue de Laghouat - 75018 PARIS**
- **APSGO * - 2 rue Léon - 75018 PARIS**
- **Arbre Bleu - 63 bis rue de Varenne - 75007 PARIS**
- **ASFI * - 28 rue de Laghouat - 75018 PARIS**
- **ASSFAM - 50 rue Stéphenson - 75018 PARIS**
- **ATMF * (Centre Doc) - 10 rue Affre - 75018 PARIS**
- **Citoyenneté 18ème - 28 rue de Laghouat - 75018 PARIS**
- **EGO (Espoir Goutte d'Or) - 11 rue St Luc - 75018 PARIS**
- **Enfants de la Goutte d'Or * - 19 rue des Gardes - 75018 PARIS**
- **Habiter au Quotidien - 20 Villa d'Alésia - 75014 PARIS**
- **Paris-Goutte d'Or - 27 rue de Chartres - 75018 PARIS**

(*) = associations membres de la Coordination Péri-scolaire

Présidents de séance:
• **Ramon NEIRA**
(EGO - Espoir Goutte d'Or)
• **Saïd FERRI**
(APSGO)

Cette année, le débat public organisé dans le cadre de "La Goutte d'Or en Fête" concerne les problèmes de scolarité dans la Goutte d'Or, à savoir "A la Goutte d'Or une école de la réussite?". Nous aborderons tout d'abord un premier thème : "la ZEP Goutte d'Or et les moyens existants", puis nous parlerons du travail des Associations et de la Coordination périscolaire.

1ère PARTIE : **LA ZEP GOUTTE D'OR ET LES MOYENS EXISTANTS**

I - INTERVENTIONS INITIALES.

• **Elyane LEVRARD**

(Ass. de Parents d'Elèves - FCPE - Ecole élémentaire de la rue Cavé) :

Notre école se situe dans le périmètre de la ZEP. Depuis la création de celle-ci, nous sommes partie prenante pour participer et mesurer les efforts positifs que cela aurait du avoir. A l'école Cavé, nous sommes témoins et partenaires de ce qui s'y passe et de ce qui pour nous, parents d'élèves, était essentiel et le reste aujourd'hui. C'est bien de limiter les effectifs des classes à 25 élèves, de créer des locaux et d'aménager ceux qui existent, de créer des moyens qui permettent aux élèves de ce quartier défavorisé de bénéficier des enseignements para-scolaires (informatique, théâtre, etc...), du soutien scolaire et des études dirigées.

Qu'en est-il actuellement? Différentes choses ont été effectivement réalisées: la création depuis 2 ans d'heures de soutien dispensées par les maitres, l'ouverture d'une bibliothèque, d'un atelier d'informatique... Mais, si la situation rue Cavé s'est quelque peu améliorée, avec bien peu de moyens, il reste des problèmes essentiels à résoudre, tant dans cette école que dans les écoles environnantes.

En effet, pourquoi négliger encore aujourd'hui l'intérêt pédagogique que représente l'étude du soir alors que ce n'est à l'heure actuelle qu'une simple surveillance par faute de moyens ? Qu'on regarde le quartier: des familles s'entassent encore à 5 ou 7 personnes et plus dans une ou deux petites pièces. Cela, c'est la réalité. Comment des enfants qui perdent le bénéfice d'une heure d'étude dirigée peuvent-ils le rattraper chez eux? Ce n'est pas possible. Il existe certes des soutiens extra-scolaires pris en charge par des associations du quartier. Même si nous les respectons, c'est bien à l'Etat et à la Ville de prendre leurs responsabilités pour financer des études dirigées par des maitres ou des animateurs dans les écoles. Cela reste à régler.

D'autre part, la plupart des effectifs de classe restent bien trop élevés. Ainsi, pour la rentrée de Septembre, des effectifs allant de 24 à 29, dont plusieurs classes à double niveau et surtout, des élèves qui, inscrits en CP, n'ont pas de place, dont 5 à Cavé et 18 à Richomme. Ce qui nécessite une création de classe.

Quels moyens pour régler cette situation? Cela reste à discuter, mais vite! La rentrée se fait dans deux mois et demi...

Il apparait à ce stade que le vrai problème est celui de la **sectorisation**. Il faut absolument qu'une refonte des secteurs scolaires soit opérée par les partenaires concernés. Où

iront les enfants qui entreront à la future maternelle de la rue des Islettes?

Parlons aussi d'autres manques flagrants. On constate que des **maitres absents** pour congé de maladie ne sont pas remplacés, ce qui pénalise la continuité de l'enseignement et le travail des maitres qui prennent en charge des effectifs supplémentaires. Cela renforce l'idée que l'on fait peu de cas des quartiers à forte population immigrée. Quant aux GAPP, pourquoi si peu de **psychologues scolaires** qui interviennent dans les écoles pour les enfants en difficulté? Pourquoi autant de dépense d'énergie des enseignants et des parents d'élèves pour résoudre des problèmes basement matériels, que des entreprises privées régleraient en peu de temps? Nous avons demandé voilà maintenant 5 ans la construction d'une **véranda** qui peut-être se fera durant les vacances d'été de 1991... Que de temps perdu, d'enfants qui auront dû subir la pluie pendant les récréations ou bien se réfugier dans le préau trop petit pour s'y détendre, ou bien rester en classe... Alors on crée deux récréations, ce qui n'est pas sans gêner le travail.

Situés dans une ZEP, nous n'avons pu encore mesurer les moyens supplémentaires mis en œuvre et nous disons aujourd'hui: il en va de la réussite scolaire des enfants de notre quartier. C'est fondamental pour un quartier comme le nôtre, peuplé de populations de toutes origines. Il en va de la crédibilité des moyens dispensés par les derniers gouvernements. Les ZEP devaient aider les écoles les plus défavorisées. En tant que parents d'élèves, nous avons encore récemment alerté les différents pouvoirs publics pour que l'on remédie aux problèmes que je viens d'évoquer. Beaucoup reste à faire, et nous serons vigilants avec les autres conseils des écoles du quartier dès la rentrée, car nous ne pouvons accepter continuellement qu'une partie des enfants soit toujours sacrifiée dans l'un des derniers quartiers populaires de Paris. Est-on prêt au Ministère de l'Education Nationale et à la Ville de Paris à donner plus de moyens à ceux qui en ont besoin ici à la Goutte d'Or pour une véritable école de la réussite? Nous ne le pensons pas pour le moment.

• **André LACROIX**

(Association des Parents d'élèves - école élémentaire Doudeauville)

Notre école, bien que située à la "marge" de la Goutte d'Or, rencontre exactement le même type de problèmes que celles qui sont au cœur de ce quartier.

Cette année, l'école a dû faire face à des **sur-effectifs** dans les classes, et l'association de parents d'élèves s'est mobilisée sur ce problème. Nous avons consulté les parents tout au long de l'année et nous avons pensé qu'il était opportun de faire signer une pétition sur le fait que la moitié des classes de notre école avaient des effectifs de 30, 31, 32 élèves... ce qui était totalement inadmissible.

Nous avons envoyé à chaque parent la **pétition** que je vais vous lire:

"A la rentrée de septembre 89, vous avez constaté avec étonnement que dans notre école il y avait des classes de 30 élèves et plus (CE1, CM1 par exemple). Depuis, nous avons appris que cette situation allait s'aggraver à la rentrée prochaine. Pour la bonne scolarité de nos enfants, et pour l'équipe enseignante, nous disons clairement que cela est inadmissible. Vous serez sans doute d'accord pour exiger qu'il n'y ait pas plus de 25 élèves par classe. Notre école est reconnue Zone d'Education Prioritaire: cela veut dire plus de moyens pour des classes moins surchargées. Si vous êtes d'accord, renvoyez le papier ci-joint avec votre nom de famille et votre signature. Plus nous serons nombreux, plus nous serons entendus".

Et voici le texte du papier joint:

"Je demande qu'il n'y ait pas plus de 25 élèves par classe à la rentrée de Septembre 90".

Nous avons eu 260 réponses, ce qui constitue à peu près l'unanimité des parents de l'école. Certains parents sont venus nous voir pour nous dire: "Nous n'avons pas signé parce que si vous dites cela, il n'y aura plus de place pour nos enfants".

Suite à ce succès auquel nous ne nous attendions pas, nous nous sommes mobilisés et nous avons envoyé une série de lettres: une à notre député, Daniel Vaillant, une au Rectorat, une à l'Inspectrice Départementale et une à la Mairie du 18ème. En voici le texte:

"Veuillez trouver ci-joint le texte de la pétition que nous avons fait signer aux parents

d'élèves de l'école primaire Doudeauville, ainsi qu'aux parents d'élèves des classes des grandes sections de l'école maternelle Marx Dormoy. Le contenu de cette pétition est clair. Il a suscité l'approbation de 260 familles du quartier, ce qui représente une quasi-unanimité. Nous tenons à votre disposition l'ensemble de ces réponses. Nous demandons au nom des signataires de bien vouloir accorder un entretien à une délégation de l'association des parents d'élèves. Notre préoccupation concerne l'ensemble des écoles du quartier, et à ce titre, la solution à apporter ne peut passer que par l'ouverture de nouveaux locaux scolaires et par la création de nouveaux postes. Dans l'immédiat, les solutions transitoires qu'il convient d'imaginer doivent répondre à des critères qui pour nous ne sont pas discutables:

1° Il n'est pas envisageable de remettre en cause le principe des dérogations en particulier pour les enfants et les familles qui en bénéficient déjà.

2° Toute solution ne peut être envisagée qu'avec l'assentiment de l'ensemble des acteurs du quartier, en particulier les équipes enseignantes et les associations de parents d'élèves."

Suite à ces lettres, nous avons eu un certain nombre de **réponses**. La première, c'est un coup de fil de la secrétaire personnelle de Lionel Jospin (il faut se souvenir qu'il a été il y a quelque temps député du quartier) pour nous dire que notre inquiétude sera communiquée au Rectorat. Et en effet, nous avons été reçus au Rectorat par Monsieur Fauquette (Inspecteur d'Académie) qui nous a exposé de manière très claire sa stratégie et sa politique sur ce quartier, en relation avec la politique de Développement Social du Quartier (DSQ) qui est en cours. Il nous a dit qu'il avait deux postes, deux personnes nommées, l'une pour l'école élémentaire et l'autre pour la maternelle. Nous avons ensuite été reçus par Daniel Vaillant qui nous soutient dans notre action et a envoyé une lettre dans ce sens à la Mairie de Paris.

Nous devons rencontrer le 28 juin Madame Chantalat et Madame Sainte-Rose-Rosemond à la Mairie du 18ème. J'ai d'ailleurs parlé longuement au téléphone avec Mme Sainte-Rose-Rosemond qui m'a fait comprendre qu'il n'est pas question qu'il y ait des locaux supplémentaires sur ce quartier car toutes les études montreraient qu'il n'y aura pas beaucoup plus d'enfants à scolariser à l'avenir, que la future maternelle de la rue des Islettes suffirait largement et qu'en élémentaire, il ne faut pas s'inquiéter vu ce qu'il ressort des études. J'ai essayé de lui faire valoir un point de vue différent, à savoir que comme l'on démolit des hôtels meublés habités par des célibataires pour les remplacer par des HLM avec des 4 ou 5 pièces, cela se traduira par une arrivée supplémentaire d'enfants dans le quartier, et donc des classes à créer.

C'est là le cœur du problème: des postes sont créés, une politique est mise sur pied par le Rectorat mais il y a blocage sur le problème des locaux.

• **Michel NEYRENEUF**

(Association "Paris-Goutte d'Or")

Je vais me faire ici l'écho de l'enquête que notre association avait menée il y a quelques mois auprès de plusieurs directrices d'écoles élémentaires du quartier et exposer les préoccupations et la démarche que nous avons eue dans notre Association.

Depuis 1984, le quartier de la Goutte d'Or fait partie de la Commission Développement Social des Quartiers (DSQ). La ZEP, elle, a vu le jour en 1982. On parle aujourd'hui de lui donner un **nouveau souffle**, et elle en a bien besoin. Or, quels sont les principes fondamentaux de cette politique de DSQ? D'abord, c'est considérer que tout concerne tout le monde, qu'il n'y a pas de domaine réservé ni d'affaires spécialisées. Quand on traite de la santé, il faut bien regarder les problèmes de logement; quand on parle logement, cela a à voir avec l'école, etc... C'est-à-dire qu'il s'agit d'essayer de voir dans le cadre d'un partenariat généralisé comment se posent les problèmes.

Au départ, nous avons eu des difficultés à faire appliquer cette idée majeure par la Ville de Paris qui avait tendance à considérer que la politique de DSQ ne concernait que le logement, la résorption de l'insalubrité. Mais, à la suite de nombreuses démarches et réunions, sous la présidence de Mr Juppé (qui préside la Commission locale), on peut dire que cet esprit a changé. Mr Juppé a d'ailleurs lui-même annoncé dans cette salle il n'y a pas longtemps que le problème de la santé ferait l'objet d'une prochaine réunion plénière de la Commission,

qu'on parlerait aussi du problème de l'école, etc... C'est un point très positif.

Or, en prévision de ce débat de ce soir, contact avait été pris avec l'Inspectrice Départementale de l'Education Nationale pour qu'elle vienne. Comme cela n'était pas possible, elle nous avait proposé de nous communiquer les chiffres prévisionnels de la rentrée 1990. Il y a à peine une semaine, quand nous l'avons recontactée pour obtenir ces chiffres, elle nous a fait comprendre qu'elle n'avait pas l'accord de l'Inspecteur d'Académie pour nous transmettre ces données. Que l'Education Nationale continue à faire ses affaires dans son coin, que l'on ne discute qu'entre gens du même secteur, c'est la négation de l'esprit qui doit animer le DSQ. Cela suffit: abattons les murs; tout concerne tout le monde. L'Education Nationale doit aussi travailler dans cet état d'esprit DSQ, même si elle a une structure plus spécifique, à savoir la ZEP.

En ce qui concerne le problème des locaux, tous les chefs d'établissement que nous avons rencontrés ont fait le même constat: tous les établissements du quartier (écoles élémentaires ou collèges) sont à l'étroit. Même si on arrive à avoir des salles pour toutes les classes, il n'est pas question d'avoir une salle spéciale pour la musique ou le dessin. L'espace informatique est parfois casé dans des locaux exigus. Il n'est pas possible de pouvoir concevoir des expériences pédagogiques, notamment au niveau des collèges, qui nécessiteraient des salles supplémentaires. Or, le quartier ne va pas voir sa population diminuer, mais au contraire augmenter (600 familles sont déjà parties et il en reste actuellement seulement 300 à reloger: mais d'ici peu de temps, les immeubles neufs vont être disponibles avec des F3, des F4, et des F5, donc des familles avec enfants). Même durant ces années où un certain nombre d'immeubles ont été murés et démolis, la population scolaire n'a pas globalement baissé. Que l'on mette donc les chiffres de façon claire sur la table et qu'on en discute: il y a déjà place maintenant pour une nouvelle école. Cela fait d'ailleurs bientôt trois ans qu'une pétition signée par des enseignants de toutes les écoles élémentaires du quartier le demandait. C'est aujourd'hui que tout se joue, car d'ici 1 ou 2 ans, le plan d'aménagement du quartier sera bouclé. Actuellement, on arrive encore à faire évoluer ce plan (par exemple pour la création du Centre d'Animation Jeunesse proposé par Monsieur Mécheri, ou pour l'installation d'un bureau de poste). C'est donc maintenant qu'il faut prévoir et trouver le lieu d'implantation d'une nouvelle école. Sans cela, ce n'est pas la peine de parler de ZEP ni de moyens supplémentaires.

On est face à un cercle vicieux: le Ministère aura beau donner des postes supplémentaires, ce sera inutile s'il n'y a pas de locaux, et réciproquement. Il faut donc que là il y ait une concertation Ministère-Ville-Associations afin que l'on aboutisse à des décisions sérieuses. En ce qui concerne la Ville de Paris, il semble que l'on soit prêt à mettre sérieusement à l'étude cette question: c'est du moins ce que Mr Juppé nous a dit récemment.

Ce problème concerne d'ailleurs la Ville de façon plus directe: si elle veut mettre en place son Plan-Lecture et créer des Bibliothèques-Centres de Documentation, où va-t-elle les mettre?

Juste un petit mot sur le Collège Marx-Dormoy (d'après ce qui m'a été transmis par une enseignante): pour mettre en place des projets pédagogiques innovants, on fait toujours appel au début au volontariat, gratifié de temps à autre de quelques heures supplémentaires. Les professeurs qui se lancent dans ces projets sont parmi les plus motivés. Ils le font quelques années et puis ils se lassent. C'est donc bien ici un problème de moyens insuffisants mis à leur disposition dans le cadre de la ZEP. De plus, pour réaliser ces projets, il faut souvent quelques salles supplémentaires, ce qui est impossible.

• Daniel VAILLANT

(Député de Paris)

En tant que député de La Chapelle-Goutte d'Or, je tiens d'abord, en cette fin d'année scolaire, à remercier tous ceux qui ont contribué au bon déroulement de la vie scolaire dans ce quartier, que ce soit les enseignants, les parents d'élèves, le personnel administratif, les services de la Ville ou du Ministère, les Services sociaux, etc...

Le but, c'est bien la réussite scolaire des enfants pour lequel il nous faut travailler en

dehors de tout esprit polémique.

En tant que parent d'élève habitant le quartier, mais aussi en tant qu'élu, je vis ces problèmes scolaires tous les jours et depuis bien des années. Si tout n'est pas rose, la situation dans laquelle on se trouvait quand la ZEP a été créée à la demande de l'ancien député, aujourd'hui Ministre de l'Education Nationale, Lionel Jospin, reflétait un **retard** de plus de 20 ans pris dans tous les domaines, que ce soit les locaux scolaires ou les moyens mis à la disposition par l'Education Nationale dans un quartier comme celui-là. C'était le constat fait à l'époque. La création de la ZEP, en 1983, ainsi que l'îlot sensible, ont permis une prise de conscience. Des moyens supplémentaires ont été donnés par le Ministère (même si à certaines périodes, cela s'est manifesté avec plus ou moins de densité) et un programme de constructions et de rénovation de locaux scolaires a été entrepris par la Ville. Il y a certes encore beaucoup à faire, mais rappelez-vous comment c'était avant.

En ce qui concerne l'**îlot sensible**, je suis d'accord avec ce qui a été dit par l'intervenant précédent: il y a des choses à corriger. D'avantage de services de l'Etat devraient participer activement à l'îlot sensible. J'ai d'ailleurs rencontré le 5 juin Yves Dauge, Délégué Interministériel à la Ville (et qui préside la Commission Nationale "Ilots Sensibles") et nous avons évoqué ces différentes questions. Nous étions bien sur la même longueur d'onde. Il n'est pas normal que les services de l'Education Nationale ne participent pas à la Commission Ilot Sensible. Yves Dauge est d'ailleurs prêt à venir sur le quartier pour voir comment cela se passe, rencontrer les différents acteurs et nous apporter l'expérience qu'il a dans des villes de province: comment y est conçu l'îlot sensible, comment les acteurs y sont associés et comment les choses remontent d'avantage du terrain plutôt que de voir venir se plaquer sur le terrain des réalités venues d'en haut. Je pense qu'il y a à faire dans ce domaine.

La priorité nouvelle donnée à l'action en ZEP par l'Inspecteur d'Académie (Monsieur Fauquette, que j'ai rencontré très longuement l'autre jour) est qu'il faut qu'à l'école, dans le temps scolaire, il y ait une **traduction concrète** des moyens supplémentaires donnés, et cela doit se traduire par une réussite quantifiée école par école.

En ce qui concerne les **maternelles**, je pense que maintenant tout le monde est convaincu de la nécessité de ce type de scolarisation. C'est nouveau. Dans un quartier comme le nôtre, l'objectif doit être de scolariser les enfants le plus tôt possible, compte-tenu des conditions de vie des familles. Or, il y a un vrai problème de manque de places en maternelles et de listes d'attente. Malgré les efforts de rééquilibrage entrepris entre l'Ouest et l'Est parisien, l'objectif n'a pas été atteint. C'est douloureux de prendre des postes dans le 16ème ou dans le 8ème mais les problèmes n'y sont pas les mêmes, et les effectifs non plus. On a fait des efforts depuis 2 ans puisque malgré la baisse de la démographie scolaire à Paris, aucun moyen n'a été supprimé, mais on les a redéployés à l'intérieur de l'Académie de Paris. Mais, pour les maternelles, c'est dans le 18ème qu'il y a encore des listes d'attente. C'est particulièrement vrai à la Goutte d'Or, où les maternelles éclatent, mais aussi à la périphérie (Philippe de Girard, Département). Certes, la rue des Islettes devrait ouvrir l'an prochain (et les postes ont d'ailleurs été créés), mais ce ne sera pas suffisant. Le Ministère et la Ville doivent travailler en concertation pour réaliser une programmation à long terme: ce n'est pas un an avant la rentrée qu'on prévoit les effectifs. Quand des logements se construisent (Secteur de Rénovation, Oran/Ernestine,...), il faut prévoir les équipements scolaires en conséquence. Il est grand temps que les services de l'Etat et de la Ville fassent cette programmation pour qu'on ne se retrouve pas dans des impasses, comme on est en train de s'y engager, je le crains, actuellement.

Enfin, vous savez que depuis longtemps on demande la création d'un lycée d'enseignement général dans le 18ème. Il est programmé par la Région. Or, en conseil d'arrondissement, on nous a fait voter la préemption renforcée sur le secteur Ernestine/Marcadet/Emile-Duployé pour le lycée. Je suis pour a-priori: cela évite de renforcer la spéculation. Mais avant de savoir si c'est là qu'il faut construire le lycée, il faut d'abord discuter, réfléchir, savoir si c'est techniquement possible, si c'est socialement là qu'il faut l'implanter, si on peut y adjoindre des équipements complémentaires (CIO par exemple)... On peut quand même prendre un peu de temps pour réfléchir avec les associations, les habitants, les partenaires concernés. Bien sûr, la décision reviendra aux instances responsables, mais il est souhaitable que les habitants soient consultés.

• **Jean FERRIER**

(Directeur des Ecoles - Ministère de l'Education Nationale)

Je m'occupe donc au Ministère des enseignements élémentaire et pré-élémentaire et durant les deux années qui ont précédé, j'étais conseiller technique au Cabinet du Ministre et je me suis occupé notamment des ZEP.

Je voudrais d'abord rappeler la **politique du Ministre** en ce qui concerne les Zones d'Education Prioritaire.

Une ZONE, c'est d'abord un ensemble géographique cohérent, ce qui est semble-t-il le cas du quartier de la Goutte d'Or. Nous avons souhaité que ces Zones ne soient pas trop larges pour qu'elles conservent une dimension humaine, car nous souhaitons que tous les acteurs concernés par les problèmes rencontrés dans la Zone puissent travailler ensemble. Il est bien clair de plus, que dans les zones qui relèvent du dispositif de DSQ (Développement Social des Quartiers), l'École ne fera pas tout toute seule: il y a bien d'autres acteurs qui doivent intervenir.

Deuxièmement, ce sont des zones d'EDUCATION: notre objectif est bien d'améliorer les résultats scolaires des enfants, mais l'action de l'Education Nationale déborde assez largement le cadre de l'instruction et est complétée par toute une série d'actions (celles des associations, des collectivités locales, des autres départements ministériels).

Troisièmement, ce sont des zones d'éducation PRIORITAIRE, et ce, à deux titres. D'abord, en matière d'accueil des enfants dès 2 ans dans les écoles maternelles; ensuite, dans le domaine des moyens.

Le Rectorat de Paris a mis en place deux types de **moyens** pour les ZEP:

- les moyens ordinaires attribués à toutes les écoles, qui évoluent avec les effectifs,
- les moyens spécifiques attribués aux ZEP qui seront désormais attribués pour une durée de 3 ans afin que cela s'inscrive mieux dans la durée (quoiqu'il arrive en termes d'effectifs). Ces moyens visent d'abord à alléger les effectifs (en règle générale, 2 à 3 élèves de moins par classe) et servent ensuite à lancer des actions spécifiques (création de postes de coordinateurs de ZEP, soutien à la lecture, etc...).

En ce qui concerne la politique de **DSQ**, un accord a été passé entre le Ministre de l'Education Nationale et Yves Dauge pour que le plus souvent, tout quartier relevant du dispositif de DSQ soit recouvert en totalité ou en partie par une ZEP.

En ce qui concerne les **partenaires** qui nous paraissent devoir intervenir en premier chef, en dehors des équipes pédagogiques (avec elles ou à côté d'elles), il doit y avoir les **parents**. Cela est souvent assez difficile à réaliser car les parents qui habitent dans ces quartiers ont souvent vis-à-vis de l'école une prévention extrêmement forte. Un des objectifs est de faire venir ces parents à l'école, ce qui est alors un facteur de solution des problèmes.

D'autre part, il est évident que l'action menée dans les ZEP doit être enrichie par tout ce que peuvent apporter les **associations** (et il est clair que l'Education Nationale ne peut pas ou ne sait pas faire ce que font un certain nombre d'associations: accompagnement scolaire, prise en charge des enfants, actions complémentaires autour des bibliothèques, des pratiques artistiques, du théâtre, du sport, etc...). C'est dans ce cadre que le Ministre a créé (avec effet dès l'an prochain) les indemnités péri-éducatives que pourront toucher des enseignants qui accepteront d'assurer (en accord avec les collectivités locales ou les associations) la coordination des activités péri-éducatives qui se font en dehors du temps scolaire, en prolongement de ce qui se fait à l'école.

Quant aux **communes**, elles jouent un rôle extrêmement important en matière d'équipements autour des écoles (centres aérés, halte-garderies, terrains de sport, ...). Notre souhait est aussi que les **autres départements ministériels** participent, dans leur secteur de compétence, en coordination avec l'école, à une action qu'ils doivent privilégier dans les ZEP.

Sur **Paris**, un responsable a été désigné pour chaque ZEP, et un coordinateur a été nommé à plein temps, qui sera chargé de mobiliser les énergies sur le terrain, de simplifier le travail des enseignants en les aidant à monter les dossiers et en assurant la cohérence de l'action avec les autres départements ministériels. Enfin, au niveau du Rectorat, un groupe de pilotage a été mis en place sous la responsabilité d'un Inspecteur d'Académie.

Pour la **Goutte d'Or**, il a été décidé de nommer deux coordinateurs pour l'ensemble de

la Zone.

Comme il a été dit précédemment, nous souhaitons vraiment que l'action que nous conduisons s'inscrive dans un processus plus large qui prenne en compte l'ensemble des problèmes rencontrés par les habitants du quartier. C'est vrai que quand on parle de logement, on parle obligatoirement d'école, de santé et réciproquement. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'un médecin de santé scolaire a été nommé à temps plein à la Goutte d'Or pour la rentrée 1990.

En ce qui concerne les moyens, la ZEP Goutte d'Or recevra un **crédit** particulier d'un montant de 100.000 Frs pour le 1er trimestre de l'année scolaire 1990/91, ce qui devrait faire entre 200.000 et 300.000 Frs pour l'ensemble de l'année scolaire.

Pour la rentrée scolaire 90, ont été créés 6 emplois d'instituteurs et un poste de directrice à l'école maternelle des Islettes. Des postes sont réservés par ailleurs pour accueillir les effectifs supplémentaires à la rentrée de septembre et diminuer les effectifs des classes sous réserve, comme il a été indiqué tout à l'heure, que l'on puisse disposer de locaux en la matière. Je tiens aussi à souligner que la ZEP Goutte d'Or dispose actuellement de 4 classes d'initiation, de 6 classes d'adaptation, de 5 classes de perfectionnement et de 2 GAPP complets.

Enfin, en ce qui concerne les collèges: Clémenceau est mieux doté que l'ensemble des collèges parisiens (ce qui s'explique entre autre par le fait qu'il dispose de classes de 4ème et 3ème technologiques plus coûteuses en moyens et d'une classe d'accueil à effectif limité). De plus, les 2 collèges ont reçu en plus des moyens normaux: 27 heures pour Clémenceau (auxquelles seront rajoutées quelques heures fin juin pour le soutien en français) et 56 heures pour Marx-Dormoy.

Tel est l'effort réalisé par l'Education Nationale pour la ZEP Goutte d'Or.

Un mot pour finir: je ne conçois pas que des enfants n'entrent pas au CP à la rentrée prochaine. Je peux vous dire que les enfants qui sont en liste d'attente en juin seront dans des classes à la rentrée: je m'en porte garant.

Michel NEYRENEUF

(Association "Paris-Goutte d'Or")

Je voudrais simplement préciser par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure sur les effectifs des classes en ZEP qu'à Paris, c'est la situation inverse de celle que vous avez décrite qui subsiste. Il y a plus d'élèves en moyenne par classe dans les écoles situées en ZEP que dans les autres écoles.

Jean FERRIER

(Directeur des Ecoles - Ministère de l'Education Nationale)

Pour avoir moins d'élèves par classe, il faut pouvoir avoir des locaux pour mettre les élèves...

II - DEBAT AVEC LA SALLE

• **André MOISAN**

(Ass. Parents d'élèves - Richomme et Clémenceau)

Je tiens d'abord à remercier les associations de la Goutte d'Or de nous avoir donné l'occasion de nous rencontrer ce soir, et de casser un peu les murs de l'école. Dans une réunion comme celle-ci, on met évidemment en avant les points critiques, et c'est normal. Je voudrais simplement dire que nous avons des équipes éducatives extrêmement efficaces dans

un quartier qui demande beaucoup de disponibilités de leur part. C'est remarquable, d'autant plus que l'école est l'un des lieux où le quartier se constitue et où l'intégration culturelle se fait le plus. C'est là, en particulier, que les parents de différentes cultures peuvent se rencontrer.

A Clémenceau, c'est vrai que le collège bénéficie de conditions relativement favorables, mais je m'inquiète un peu du discours qui vient d'être tenu parce que cela va plutôt dans le sens de la régression. Clémenceau est un peu en ligne de mire, bénéficiant d'un certain nombre d'avantages. Or, jusqu'ici il existait une 6ème/5ème en 3 ans qui va être supprimée du fait du manque de disponibilité d'heures-enseignants. Les avantages relatifs dont bénéficie le collège Clémenceau ne constituent pas un luxe.

A Richomme, administration et parents, nous nous sommes tenus sur la ligne du refus de plus de 25 élèves par classe. Dans quelles conditions va-t-on accueillir tous les élèves des listes d'attente? Ce problème va se poser à la rentrée.

Enfin, je voudrais dire combien j'approuve les propos tenus par Monsieur Ferrier sur le "péri-éducatif". C'est l'un des problèmes majeurs du quartier: manque de lieux, de locaux, d'encadrement pour que les jeunes puissent faire des choses hors temps scolaire...

• **Ahmed GHAYET**
(Citoyenneté 18ème)

Je suis enseignant sur le quartier, mais j'interviens plutôt à titre associatif.

L'école est le seul moyen de réussite sociale, notamment des jeunes issus de l'immigration, des jeunes Maghrébins et des jeunes Africains. C'est le seul. Or, tout à l'heure, Daniel Vaillant et Monsieur Ferrier parlaient de la pré-scolarisation à 2 ans. Dans notre quartier, à l'heure actuelle, des enfants d'origine étrangère (maghrébine, turque, yougoslave,...) ne font pratiquement pas d'années de maternelle. Ils arrivent donc directement au CP, sans maîtrise de la langue française et sans approche de ce qu'est la société dans laquelle ils vont vivre. Il faut que, dans des quartiers où vivent des populations socialement et "friquement" défavorisées, ces possibilités d'offrir la pré-scolarisation dès l'âge de 2 ans aux enfants soient réelles, ce qui n'est pas le cas à la Goutte d'Or, puisqu'il y a des listes d'attente en maternelles de 2 ans.

Ensuite, je voudrais dire que dans un quartier comme le nôtre, il y a de nombreuses familles défavorisées (non pas en raison de leur origine mais en raison du chômage). Or je ne conçois pas qu'un gosse puisse réussir à l'école si bien sûr il n'a pas où dormir et où faire ses devoirs, mais s'il n'a pas aussi de quoi manger. Je parle ici des restaurants scolaires. Je trouve scandaleux qu'à Paris, aujourd'hui, on exige pour inscrire un gosse au restaurant scolaire que les deux parents travaillent (ce qui n'est pas le cas dans le quartier) et qu'on ait supprimé la gratuité: aujourd'hui, le tarif le plus bas dans les restaurants scolaires tourne autour de 5 Frs.

• **Madame BOMPARD**
(Responsable du Service Social de Santé Scolaire - 18ème)

Dans un quartier comme celui-ci, les assistantes sociales ont leur rôle à jouer. En scolaire, si vous voulez qu'il y ait réussite, faut-il encore que l'on détecte exactement si l'enfant doit porter des lunettes ou pas, si l'enfant entend ou pas, s'il est malade ou pas, etc... Et puis nous faisons notre possible pour essayer au mieux de pallier à toutes les carences. Par exemple, quand un enfant n'a pas la possibilité d'être pris par la Caisse des Ecoles, nous nous tournons vers le Secours Catholique ou le Secours Populaire, bref, nous essayons de "galérer" afin de trouver des solutions plus ou moins bancales, tous ensemble, les travailleurs sociaux du 18ème.

• **Simone VIGUIE**

(*Accueil-Goutte d'Or / Secours Catholique*)

Par rapport à ce qui vient d'être dit, je voudrais préciser que je serai heureuse le jour où je n'aurai plus rien à faire dans le quartier au plan financier, parce que ce n'est pas le rôle des associations de "faire la charité misérable". Il ne faut pas gérer la misère. Que l'Etat fasse son boulot. Tout le monde a le droit de vivre. Je dis toujours: il n'y a pas de pauvres, il y a des gens défavorisés. C'est une honte que tous les gens ne puissent pas vivre décemment.

• **André LACROIX**

(*Ass. Parents d'élèves - Doudeauville*)

On parle des équipes enseignantes du quartier qui sont excellentes, et c'est vrai... Mais il faut dire aussi qu'elles sont totalement démobilisées, découragées. Nous avons appris que sur 9000 institutrices et instituteurs sur Paris, 2000 avaient demandé leur mise en disponibilité durant cette année 1990/91, ce qui veut dire prendre du temps pour aller chercher du travail ailleurs. Un tiers de l'équipe enseignante de l'école Doudeauville va s'en aller, ainsi que l'assistante sociale de l'école, et tout cela, par découragement, alors que le niveau d'enseignement est très bon et que les équipes sont dévouées. Quand on nous dit qu'on va mettre deux coordinateurs ZEP sur le quartier, c'est très bien: mais il faut d'abord remplacer les instituteurs malades.

Autre exemple: les ateliers bleus. Nous en avons deux dans notre école: un atelier théâtre et un atelier musique. On se bat pour avoir un atelier bleu "anglais". On va à des réunions, on se déplace, on va voir les responsables et on nous dit: "Il faut vous contenter de vos deux ateliers, c'est déjà beaucoup!". Et dans la salle, qu'est-ce qu'on apprend? Que dans le 7ème arrondissement, certaines écoles ont 7 ateliers bleus! C'est scandaleux! Au nom de quoi nous dit-on: "il faut vous contenter de vos deux ateliers"? Il faut dire aussi que ceux qui ont un atelier bleu en anglais peuvent aller se promener aux Etats-Unis. Pourquoi pas nous?

Il y a donc des choses simples à faire tout de suite: remplacer les professeurs malades, mettre des assistantes sociales, une infirmière... On a des enfants qui ont d'énormes problèmes de santé qui ne sont détectés que 6 mois ou un an après...

• **Hédi CHENCHABI**

(*AIDDA*)

Il y a un problème réel de l'échec scolaire ici. Nous, en tant que membre du Centre Interculturel de la rue Laghouat, nous avons constaté que les élèves qui fréquentent le péri-scolaire ont des devoirs à un rythme infernal. Il y a eu dernièrement des dispositions prises concernant ce problème: peut-on les appliquer? Cela engage le rapport de l'enfant à l'école. Autre problème: celui des punitions. Pour des enfants qui ont des parents instruits qui savent intervenir là où il faut, ce n'est pas un problème. Par contre, ce n'est pas le cas pour les enfants d'immigrés, d'analphabètes en situation de précarité. Là, il y a des relais, il y a des médiateurs: les associations de la "Coordination périscolaire" qui font un travail. Mais, en réalité, sur le quartier, elles n'ont aucun statut en tant que médiateur au niveau de l'école. Peut-on réfléchir aujourd'hui à une espèce de statut de représentants d'associations qui joueraient un rôle de médiation entre l'école et les parents. Nous, nous essayons, au niveau de notre Centre Interculturel, de jouer un rôle à la fois de sensibilisation, d'information et de mobilisation des parents autour de ces problèmes d'école, en faisant valoir leur droit à intervenir, à poser des questions, etc...

Il nous faut parler aussi de l'interculturalité. Des expériences ont été tentées, mais à petite échelle, sur le quartier. Comment ouvrir les écoles de la Goutte d'Or à cette problématique et comment faire que les associations qui portent cette démarche interculturelle puissent agir en lien avec les écoles?

2ème PARTIE: LE TRAVAIL DES ASSOCIATIONS DE LA COORDINATION PERISCOLAIRE

I - INTERVENTION INITIALE

• Corinne MARCHAND

(Enfants de la Goutte d'Or - Coordinatrice du Péri-scolaire associatif)

La Coordination Péri-scolaire regroupe les 9 associations suivantes: Accueil-Goutte d'Or (Secours Catholique), Accueil et Promotion, ADCLJC, ADOS, AIDDA, APSGO, ASFI, ATMF et les Enfants de la Goutte d'Or. Je vais vous présenter ce que fait cette coordination sur le quartier et poser un certain nombre de questions aux parents et aux écoles.

Dans notre quartier, il y a une très forte population immigrée qui est particulièrement présente dans les établissements scolaires. Le **constat** fait par les associations et les enseignants fait apparaître différents phénomènes: un retard scolaire important, un manque de vocabulaire, des difficultés au niveau de la communication et de l'expression orale et écrite, l'absence ou le peu de références culturelles. Cela est accentué par la difficulté qu'ont un grand nombre de parents pour gérer les parcours scolaires de leurs enfants, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, les conditions matérielles: logement, chômage, bas-salaire, etc... Ensuite le peu ou l'inexistence d'informations sur l'institution scolaire et son fonctionnement, ceci étant dû essentiellement à l'analphabétisme ou au peu de connaissances scolaires. L'action des établissements scolaires sur ces domaines connaît une amélioration sensible, que nous avons pu constater, vu que nous avons des rapports plus importants maintenant avec les écoles et les assistantes sociales scolaires. Mais cela exige un travail de longue haleine.

C'est pour cela que nous souhaiterions mettre en place une coordination plus vaste pour pouvoir aboutir. Dans ce sens, la Coordination Péri-scolaire mène trois types de **concertation** pour l'amélioration des conditions favorables à la réussite scolaire:

- D'abord, une concertation entre les associations et les partenaires institutionnels autour des problèmes spécifiques que rencontrent les enfants issus de l'immigration et des solutions à y apporter à l'intérieur de l'école, à travers les activités des associations. Il semble important qu'un gros travail soit fait sur les différentes cultures représentées sur le quartier pour que les enfants puissent se repérer culturellement. Nous pensons qu'un travail peut être fait entre écoles et associations. Cela se fait déjà dans certaines écoles, et les résultats se révèlent positifs. Nous souhaiterions continuer sur un long terme et à plus grande échelle, en mettant en place des projets interculturels en collaboration avec les écoles, les élèves français et d'origine étrangère et en ayant des réflexions pédagogiques régulières avec les différents intervenants qui sont autour des enfants.

- Ensuite, nous avons une concertation avec les parents autour des points suivants: démystification de l'accès à l'administration scolaire, sensibilisation à une plus grande participation aux organisations de parents d'élèves dans lesquelles les parents d'origine étrangère ont encore du mal à s'intégrer, information sur le fonctionnement des programmes et du système d'orientation (les parents sont en effet complètement perdus dès qu'il s'agit d'orientation: ce serait bien que les parents puissent dire leur mot, mais ils ne savent pas comment l'amener), implication des parents dans le parcours scolaire de leurs enfants et dans les activités complémentaires offertes par les associations.

- Enfin, il y a la concertation interassociative qui existe déjà mais que nous souhaiterions amplifier par une mutuellisation des moyens et des compétences, par une meilleure information et formation des intervenants bénévoles et permanents, pour un travail collectif mieux inséré localement et donc plus efficace.

L'échec scolaire est intimement lié aux problèmes de logement, de santé, de formation des parents et d'emploi. La Coordination Péri-scolaire souhaite donc bénéficier des compétences et des expériences des associations et des travailleurs sociaux qui interviennent dans ces différents domaines, à travers des rencontres ponctuelles d'échange et d'information.

La **Coordination** existe depuis 3 à 4 ans: elle a été difficile à mettre en place, ce qui est le cas de tout partenariat (car il faut arriver à se mettre d'accord). Cette année, il y a eu beaucoup plus de réussite, car nous avons pu travailler avec des écoles. L'ATMF a travaillé avec la rue Cavé, l'ADCLJC avec le Collège Marx-Dormoy sur le Togo et nous avec l'école J-F Lépine sur le conte. Ces projets sont importants puisque les enfants, pendant leur temps scolaire, rencontrent des intervenants des associations dans les écoles ou peuvent venir dans les associations avec leurs instituteurs pour travailler. C'est une ouverture vers l'extérieur, et cela c'est aussi de l'interculturel. De plus, plusieurs associations (AIDDA, Accueil et Promotion, ASFI et Enfants de la Goutte d'Or) ont travaillé sur l'exposition présentée actuellement au Centre Interculturel sur "Le Monde est mon pays", exposition réalisée par les enfants.

Le travail de la Coordination a d'abord été de se répartir les enfants par classes, pour que l'on ait pas les CP mélangés avec les CE1, etc...

Ceux qui interviennent dans les associations sont essentiellement des bénévoles qui ont des connaissances de terrain, qui sont là depuis plusieurs années. Il y a aussi des éducateurs spécialisés, des animateurs et des jeunes du quartier. C'est le cas de l'APSGO, dernière association née sur la Goutte d'Or, qui ne rassemble que des jeunes du quartier qui s'occupent des enfants. C'est très important, car ce sont les plus aptes à comprendre réellement ce qui se passe au niveau de la scolarité des enfants, puisque eux-mêmes l'ont vécu, alors que nous, animateurs bénévoles, nous le vivons un peu de l'extérieur, en contact avec les instituteurs et les parents. Nous considérons donc que le travail de l'APSGO est "hyper-important" et nous souhaitons favoriser ces initiatives.

Voici les questions que la Coordination Périscolaire se pose et vous pose:

- Comment les parents conçoivent-ils notre rôle? Seraient-ils prêts à faire partie d'un Réseau de rencontre où l'on pourrait parler?
- Comment les écoles conçoivent-elles notre rôle? Comment ressentent-elles, après un an de fonctionnement, notre action?
- Ne serait-il pas possible d'essayer de travailler encore un peu plus ensemble et d'essayer de monter un projet à long terme?
- Y-a-t-il plus ou moins d'échecs? Le travail des associations est-il bénéfique ou pas?
- Pourquoi ne pas utiliser les animateurs des associations (qui sont sur le terrain et qui sont formés) pour des animations à l'intérieur de l'école au lieu d'aller chercher des intervenants extérieurs?

II - DEBAT AVEC LA SALLE

• **Karim AOUINE**
(APSGO)

C'est un point de vue de jeune du quartier que je voudrais apporter ici ainsi que celui de l'APSGO qui réunit des lycéens et étudiants de la Goutte d'Or.

Tout d'abord, des constatations: on parle d'un fort taux d'échec scolaire. On voit ainsi se former deux groupes dans le quartier: ceux qui sont encore dans le système scolaire et les autres qui n'y sont plus malheureusement. Cela crée une petite opposition. Notre association a décidé de s'attaquer elle aussi à l'échec scolaire, et des évolutions se dessinent. Un nombre plus important de jeunes passent en année supérieure et atteignent les études secondaires en lycée. Tous les niveaux, du CP à la 1ère sont touchés par le travail associatif.

Il faudrait favoriser les initiatives des jeunes, et le dire ouvertement. Par exemple pour un voyage à l'étranger (pour la pratique des langues étudiées à l'école), ou bien en mettant des locaux à la disposition d'une association pour une durée de plusieurs jours au moment de la préparation d'examens (Bac ou BEPC). Les jeunes de 4ème, 3ème ou plus devraient pouvoir prendre plus de responsabilités au sein des associations en faisant entendre leurs points de vue et en prenant en charge des plus jeunes. Ce serait très positif si on leur laissait cette possibilité.

Pour l'orientation, il faudrait, grâce à un dialogue constant, valoriser les études supérieures, montrer que cela est possible... Il faudrait aussi avoir des propositions pour ceux qui ne sont plus dans le circuit scolaire afin qu'ils puissent mieux aborder le marché du travail.

Nous pensons dans notre association que les études supérieures sont accessibles à tous, à condition que tout le monde y mette du sien.

• **Marie-Odile MOUGIN**

(Accueil et Promotion)

Une précision: dans le civil, je suis institutrice en disponibilité.

Juste un mot pour signaler le mémoire réalisé par Corinne Marchand (pour son diplôme d'éducatrice spécialisée). Je l'ai lu et le trouve très intéressant à plus d'un titre. J'en conseille la lecture à tous ceux qui s'intéressent à l'école, et plus largement à l'enfance et à l'interculturel, car on y trouve beaucoup d'éléments de réflexion. Ce mémoire montre bien comment les actions d'accompagnement scolaire doivent absolument, pour porter vraiment leurs fruits, être menées en lien direct et même sous l'initiative des gens qui ont une bonne connaissance du quartier, qui y sont enracinés par leur action. Grâce à la proximité qu'ils ont avec les gosses, ils ont un tout autre regard - sans vouloir nier le rôle fondamental des enseignants dont je suis. L'impact du travail est important parce qu'il est mené par des gens du terrain. La lecture de ce mémoire montre bien comment le travail au quotidien permet que se déposent des couches de vécu qui sont pleines de questions et qui amènent celui ou celle qui le mène (Corinne en l'occurrence) à la prise de conscience de la nécessité d'une formation. Je pense que la responsabilité des Pouvoirs publics, c'est de permettre à ces gens-là qui connaissent bien la réalité du terrain de faire une formation en partant de leurs expériences. Il y a là une richesse incomparable.

Les personnes qui souhaiteraient pouvoir lire ce mémoire peuvent s'adresser à "Accueil et Promotion".

• **André MOISAN**

(Ass. Parents d'Élèves - Clémenceau et Richomme)

Je voudrais citer un exemple montrant la nécessité des liens à renforcer entre l'école et les associations. Nous avons organisé une fête de fin d'année à Richomme et nous voulions qu'il y ait l'intervention de groupes culturels des nationalités représentées à l'école. Or nous n'avons pas réussi, car nous étions complètement démunis pour le faire. Je pense qu'après la réunion de ce soir, si nous restons en contact, ce sera beaucoup plus facile. Quant à l'interculturel, il existe déjà. Par exemple, l'an passé, une institutrice a demandé à ses élèves de rechercher ce qui se passait dans leurs pays en 1789, à l'occasion du bicentenaire, et chacun a fait un exposé. Autre exemple: dans notre association, nous avons comme tradition que tous les papiers distribués aux parents sont rédigés en plusieurs langues (arabe, serbo-croate, turc, anglais pour les Pakistanais). L'administration d'ailleurs constate que de plus en plus de parents viennent les voir. Tout n'est donc pas négatif, mais il y a énormément de travail à faire et je suis persuadé qu'autour de petits actes très concrets (par exemple la fête), une meilleure connaissance réciproque fait que les parents sont de plus en plus associés à la marche de l'école.

• **Madame BOMPART**

(Service Social Scolaire)

Je voudrais préciser, après en avoir parlé avec l'Inspecteur Adjoint à l'Inspecteur d'Académie qui va prendre en charge le suivi des ZEP, que le soutien scolaire n'est pas un doublon de l'école. Il ne faut pas non plus qu'il fasse obstacle au recours au CMPP pour les

enfants qui ont besoin d'avoir un soutien psychologique.

En ce qui concerne l'évaluation, il ne faut pas tenir compte uniquement de la réussite scolaire. Des enfants qui étaient très turbulents, qui ne s'intéressaient pas à l'école, même s'ils ne passent pas dans la classe supérieure, se retrouvent mieux dans leur peau. Et pour moi, c'est encore plus vital.

• **Marie-Thérèse GOMIS**
(*ASFI*)

On parle ici des enfants qui ne sont pas les nôtres, qui sont les enfants de parents qui ne sont pas suffisamment représentés ici. Les parents ont des choses à dire, mais c'est difficile pour eux de s'exprimer dans ce genre de réunions. Depuis des années, nous travaillons dans les cours d'alphabétisation avec les femmes et nous sommes conscientes qu'il faut créer d'avantage d'espace, de lieux de parole, de dialogue pour que les parents puissent s'exprimer et se faire entendre. Il reste beaucoup à faire.

• **André LACROIX**
(*Ass. Parents d'élèves - Doudeauville*)

C'est tout à fait vrai ce qui vient d'être dit. Le problème, c'est que nous sommes 10 dans notre Association de Parents (sur 300 familles). Je connais beaucoup de parents avec lesquels je discute en attendant les enfants sur le trottoir, mais nous sommes totalement désarmés pour savoir comment faire venir les parents issus de l'immigration dans nos réunions. Pour notre pétition, nous avons fait des phrases simples, utilisé des mots simples. Nous n'avons pas traduit car une des seules mamans de notre conseil qui est d'origine maghrébine nous a dit que ce serait une discrimination de la traduire en une langue et pas dans les autres langues parlées par les 27 nationalités représentées à l'école. Ceci dit, nous sommes preneurs de toutes les aides qui se présenteront.

• **Simone VIGUIE**
(*Accueil-Goutte d'Or / Secours Catholique*)

Ne serait-il pas possible de nous communiquer les circulaires que vous aimeriez faire passer aux familles afin que nous en discutions dans les groupes d'alphabétisation des femmes? Ce serait un moyen tout simple et qui serait comme un relai. Par exemple, à l'Accueil-Goutte d'Or, la directrice de la rue Richomme est venue elle-même expliquer aux femmes certaines choses: mais avant, nous nous étions rencontrées pour qu'elle emploie des mots simples. Par contre, l'autre jour, quelqu'un du CNDP (avec qui nous n'avons pas eu suffisamment de temps de préparation) est venu et a parlé de façon trop compliquée. A la fin, les femmes ont demandé: "Qu'est-ce qu'elle a dit?". C'était très intéressant mais pas adapté du point de vue langage.

• **Daniel VAILLANT**
(*Député de Paris*)

En ce qui concerne les parents, cela doit être une démarche des uns et des autres de favoriser l'implantation d'associations de parents d'élèves dans les écoles. C'est un des moyens de faire en sorte que les parents se sentent d'avantage associés et moins en marge de l'évolution scolaire de leur enfant.

Sur les locaux péri-éducatifs: je suis déjà intervenu dans cette salle à propos de locaux

qui étaient à vendre rue Cavé, tout à côté de l'école (800 m² au sol). La Ville ne les a pas achetés. Une société privée les a achetés et les revend 4 mois après pour un prix affiché de 12,5 Millions de Frs. C'est le genre d'emprise qu'il faut que la Collectivité Publique préempte quand c'est à vendre comme c'était le cas. Vous ne croyez pas qu'il y avait là le moyen de faire de magnifiques locaux péri-éducatifs, avec place pour les associations du quartier, au milieu des écoles proches (Richomme, St Luc, Cavé)? Il faut que chacun d'entre nous, dès qu'il repère une emprise possible, alerte les services et les élus. Il y a urgence et pour les locaux scolaires et pour le péri-éducatif.

Je voudrais aussi souligner une nouveauté dans la politique du rectorat. Vous vous rappelez du jeu de ping-pong entre le Rectorat et la Ville: pas de locaux, pas de postes et vice-versa. Et bien, pour la première fois cette année, il y a un engagement formel du Rectorat: chaque fois qu'il y aura un local scolaire mis à disposition par la Ville de Paris, il y aura un enseignant à la porte de la classe. C'est un point positif. Reste à obtenir les locaux nécessaires à la mise en œuvre de cette nouvelle politique visant à faire de l'Education Nationale une priorité, et dans notre quartier c'est vraiment une priorité.

Enfin, à propos des ateliers bleus. Je dois dire que je suis parfois stupéfait quand je vois passer certains dossiers au Conseil de Paris. Je vois passer des subventions (souvent quand les voyages ont eu lieu) pour des voyages aux Etats-Unis. Tant mieux pour ceux-là. Mais quand on voit la modicité des sommes allouées aux parents d'élèves pour mener à bien certaines actions ou aux classes de nature du quartier (et cela dépend de la collectivité locale), il faut que tous réagissent, élus et associations. Il faut veiller à ce que des demandes soient faites, qu'elles soient relayées dans le cadre de la Commission Ilot Sensible afin que dans ce quartier nous ne soyons plus discriminés par rapport à d'autres quartiers de Paris beaucoup mieux dotés alors que les besoins y sont moins criants.

• **Madame ROUSSELOT**

(Responsable Bibliothèque Pierre-Budin)

Voilà 5 ans que je travaille dans ce quartier et j'ai constaté la motivation de tellement d'enseignants mais aussi leur usure, car ce qu'on leur demande de faire est difficile.

En ce qui concerne la bibliothèque Pierre-Budin, elle est trop petite. La section Jeunesse n'est pas prévue pour cela. Les maternelles ne peuvent pas venir parce que j'ai des tables trop hautes et des chaises trop dangereuses... Et comme c'est tellement petit, les classes ne peuvent venir que par moitiés. J'ai connu combien d'enseignants qui se débrouillaient pour faire garder la moitié de leur classe par un collègue pour pouvoir venir quand même... Cela exigeait d'eux des efforts pour pouvoir venir à la Bibliothèque.

Par rapport au niveau des enfants, moi je sens que la réussite est au bout de nos doigts. Il suffirait de peu de choses... A chaque fois que j'ai eu à faire à des groupes restreints, on a obtenu des résultats qui concernaient toute la classe. Avec l'école Pierre-Budin, il y a depuis 3 ans des ateliers-lecture qui ont lieu tous les jeudis et une ou deux personnes de la Bibliothèque sont impliquées: dans ce niveau de classe-là, il y a des progrès collectifs.